

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19632 - 76ÈME ANNÉE

Coronavirus à La Réunion : des milliers de nouveaux cas à prévoir

Une modélisation de l'épidémie aurait été réalisée par l'Institut Pasteur, elle fixe le pic de l'épidémie à décembre. Si cette prévision se vérifie, des milliers de nouveaux cas seront à prévoir dont un nombre indéterminé de formes graves nécessitant des soins en réanimation.

Hier s'est tenue au siège du Conseil départemental une rencontre à huis clos entre le préfet et les maires pour faire le point sur l'évolution de l'épidémie de COVID-19 à La Réunion. Une première réunion de ce genre au même endroit avait eu lieu en présence du ministre des Outre-mer, là aussi le huis clos avait été la norme ce qui ne permet donc pas de savoir précisément la teneur des échanges. Depuis un décret publié le 5 septembre, notre île est classée en zone rouge. Ce nouveau statut donne la possibilité au préfet de prendre des mesures spécifiques pour contrer la progression de l'épidémie.

Rappelons que la seconde vague de contamination en France et à La Réunion se déroule dans un contexte bien différent de la première. Cette fois, les masques sont disponibles. Ceci permet donc d'éviter de confiner afin de laisser les activités économiques se poursuivre.

Compte tenu du huis clos, les seules informations divulguées sont le résultat d'interview réalisées au bout de quatre heures de réunion.

Pour le moment, la manœuvre sanitaire reste la même avec l'annonce d'un renforcement des cont-

rôles. Les zones où le port du masque est obligatoire dans l'espace public pourront être étendues en concertation avec les maires. L'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes est également maintenue, tout comme celle des sports collectifs et de combat.

Par contre, les écoles vont continuer à fonctionner normalement, tout comme les centres commerciaux. Aucune restriction supplémentaire comme la remise en place de cours en alternance n'est donc à prévoir dans ces lieux qui sont de potentiels foyers de transmission. Il est néanmoins noté un certain relâchement dans le respect des gestes barrière dans la grande distribution, ce qui pourrait donner lieu à un respect plus rigoureux de la capacité d'accueil de ces centres. Rappelons que les plus grands de notre île peuvent rassembler simultanément plus de 1.000 personnes.

Des évacuations sanitaires de plus de 10000 kilomètres ?

Une autre information évoquée fait état d'une modélisation qui aurait été réalisée par l'Institut Pasteur, et qui a été présentée par la directrice de l'Agence régionale de la Santé de La Réunion. D'après ce qui a été dit à la sortie de la réunion, le pic de l'épidémie est attendu pour le mois de décembre à La Réunion. Cela veut donc vouloir dire que pendant encore trois

mois, le nombre de nouveaux cas de coronavirus sera supérieur à celui des guérisons. Cela signifie aussi que selon l'ARS, le plus gros de l'épidémie est à venir. D'où plusieurs importantes questions, dont celle de la capacité de La Réunion à faire face à ce pic prévu dans trois mois.

A ce jour, La Réunion compte officiellement plus de 2.000 cas, et ce sont chaque jour des dizaines de nouveaux cas de COVID-19. A ce rythme, cela signifie plusieurs milliers de cas supplémentaires d'ici le mois de décembre, sans oublier qu'après le pic, de nouveaux cas seront encore confirmés. Tout ceci n'est guère rassurant compte tenu du nombre de lits de réanimation disponibles à La Réunion. Selon le directeur du CHU Réunion, la capacité maximale pourrait monter à 95 lits. Or, hier, 13 étaient déjà occupés par des patients atteints de formes graves du coronavirus.

Pour pallier à ce manque de place, il est maintenant question d'évacuations sanitaires vers la France, soit un vol de 11 heures. Voici pourtant peu de temps, il a été pourtant affirmé que cela n'était pas possible, du fait de l'expérience acquise durant les évacuations sanitaires en provenance de Mayotte. La durée de vol entre Mayotte et La Réunion était jugée limite, compte tenu du temps de ce transfert...

**20 % des cas détectés
en France, 80 % sous les
radars ?**

Par ailleurs, la question de la réduction voire de la suppression de la quarantaine que laisse entendre la démarche faite par le ministre de la Santé n'a pas été évoquée à la sortie. C'est pourtant un problème de santé majeur. Il est en effet établi que le risque de contamination par une personne porteuse de la COVID-19 existe encore au bout d'une semaine. Manifestement, ce

risque passe après d'autres intérêts, notamment économiques.

Or, comme l'a rappelé l'épidémiologiste Catherine Hill, interrogée par l'AFP, « il n'y a pas de justification à ce raccourcissement », juge en revanche l'épidémiologiste Catherine Hill, interrogée par l'AFP, expliquant que l'urgence est plutôt de trouver les 80 % de cas qu'on ne détecte pas en France aujourd'hui.

M.M.

Grand Raid et coronavirus : La Réunion n'est pas 1 terrain de jeux

Le Grand raid ne pourra sans doute pas se tenir face au danger de propagation du COVID dans notre île. 5000 coureurs sont attendus selon les organisateurs, dont 2500 de l'hexagone et d'ailleurs. On conçoit que les ferments de trail soient inquiets et seraient déçus si cet événement était annulé cette année. Pourtant l'intérêt général de la population devrait passer avant celui des sportifs de montagne et de leurs fans...

Cependant, les propos du Dr. Mahias, "patron" de tout le service médical du Grand Raid, tenus dans son interview au JIR de hier matin, me semblent outrageants : « Si on n'arrive même plus à organiser 1 ultra trail, on fait quoi ? On arrête de vivre ? On pleure en attendant la mort ? C'est vraiment ça la vie que vous voulez ? »... Des propos suivis de commentaires dignes des éditos de J. Tilliers, la brosse à reluire pour les naïfs en sus : « C'est 1 défi tout à fait acceptable.(...) Et si on y arrive on prouvera encore que la Réunion réussit à faire de grandes choses qui ne sont pas faites ailleurs ! » La rhétorique du bouff-tangue, en somme, classique chez les sympathisants de Trump ou de Bolsanaro, qui équivaut à dire « on est les meilleurs, pourquoi faire tant de chichis ? »

Personnellement je ne sais pas si les risques de cette pandémie sont réels ou surestimés... tant d'avis contradictoires me laissent perplexe et désorienté... Mais je crois qu'on ne joue pas avec la santé des gens. Et qu'il y a bien d'autres sujets sérieux à traiter dans ce pays, des sujets qui mériteraient beaucoup plus d'attention de la part des autorités comme d'une population qu'on maintient dans l'ignorance et que l'on distrait à bon compte pour la tenir tranquille, les aides sociales (et les privilèges de certaines couches de la population) aidant...

Juste une remarque : Les zorey dont faisais partie mon père lorsque celui-ci a obtenu sa mutation en 1964 comme enseignant ne venaient pas pour utiliser ce pays pour y passer du bon temps : ils y venaient dans un esprit de coopération et dans le respect des habitants, de leur culture et de leur sensibilité. Jamais il ne leur serait venu à l'esprit de jouer avec la santé de la population, juste pour se faire plaisir... ou pour faire les matamores !

Il semblerait que 50 ans plus tard, certains se croient aujourd'hui « chez eux » à La Réunion, au point de se sentir autorisés à faire

fi des recommandations de l'OMS... 2 époques, 2 mondes différents ! Pas étonnant que certains Réunionnais, fatigués de certains comportements hautains et arrogants de certains arrivants et révoltés par de nombreuses injustices et autres passe-droits, ruent dans les brancards !

Des Réunionnais injustement catalogués comme "racistes", d'ailleurs, par les nouveaux colons, au nom d'une République réactionnaire, celle-là même qui s'est construite sur l'écrasement de la Commune de Paris, il y a 150 ans... et à laquelle se réfère le sieur Macron. Non, définitivement, bien qu'originaires du même pays, nous n'appartenons pas au même camp !

En tout état de cause, je pense qu'il devrait appartenir au peuple réunionnais de trancher cette question (de savoir s'il faut tenir ce Grand Raid ou non), et non au représentant de l'État français, le Préfet : c'est en effet l'occasion ou jamais de mettre en place un référendum d'initiative citoyenne consultatif et décisionnel,... n'est-ce pas, mes amis Gilets Jaunes de La Réunion ?

Yves Daniel Thebault

Edito

Les « complots » symboles de l'abandon de la politique par le camp progressiste

Ces dernières années ayant été celles des « fake news », il n'est guère étonnant de voir les complottistes et leurs théories fumeuses occuper le devant de la scène, en particulier depuis ces derniers mois.

Nous prendrons soin de n'en citer aucune afin que personne ne puisse se sentir heurté par ses propres croyances dans ces tribunes. Néanmoins, le recoupement des sources est plus que conseillé afin d'avoir un avis clair et éclairé, quel que soit le sujet. Il l'est d'autant plus quand le porteur de ladite théorie est en réalité un réactionnaire notoire.

Cette situation de retour au grand jour des complots peut être expliquée par un seul et même élément : l'abandon de la politique par le camp progressiste et de l'idéologie, au profit d'une dominance capitaliste, ultra-libérale et réactionnaire.

En effet, cette grille d'analyse est présente partout : au plus haut niveau de l'Etat, avec sa représentation ici avec la préfecture notamment, dans les médias et donc dans la parole dominante.

Aucune possibilité de débat contradictoire de la part du camp progressiste, car le terrain a été abandonné depuis des années à ces mêmes idéologues dominateurs, et sans combat idéologique sur le terrain, il ne peut légitimement y avoir de combat médiatique.

Dès lors, chaque parole contradictoire, y compris lorsque qu'elle est porteuse d'une idéologie fondamentalement réactionnaire, paraît légitime, voire révolutionnaire car allant à contre-sens de la doxa dominante. C'est pourtant là où est le danger, car ces porteurs d'idées scabreuses et indémontrables légitiment d'autant plus l'idéologie dominante, faisant passer tout contradictoire comme étant lui aussi complottiste.

Alors, que nous reste-t-il à faire ? Attendre que le système s'écroule de lui-même ? Il semble plus pertinent de reprendre le terrain, dans toutes les modalités possibles, qu'il s'agisse d'une question physique, virtuelle ou de s'imposer médiatiquement. Montrer qu'effectivement, il existe une autre voie que celle portée par l'idéologie dominante. Et que cette voie est progressiste (et plus particulièrement communiste) et ne saurait l'être autrement. Alors osons débattre de tous les sujets, notamment ceux occupants la sphère publique et militante pour y démontrer un point de vue, certes sans doute différent à la fois de la doxa dominante et de certains avis exposés, mais qui pourra de notre côté, comme cela a toujours été le cas être démontré de façon factuelle et scientifique, car nous sommes matérialistes. Faisons ainsi revivre l'idéologie et la politique progressiste par le terrain, et ces théories du complot s'évanouiront d'elles-mêmes faute de possibilité de légitimation.

Mathieu Raffini

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lang kréol rényoné ? Nout lang litèrèr pou vréman

Médam zé Mésyé, la sosyété, si mi domann azot in zour kosa in lang i ansèrv, moin lé prèss sir in pé va réponn amoin in lang i sèrv pou kozé, é aprésa si zot i rofléshi zot lé riskab dir amoin, in lang i ansèrv pou kominiké. Lang pou kominiké isi shé nou ! Lang mazoritèr pou kominiké rantre nou ! Néna d'ot konm la lang bann fransé, lo chimaoré, épi d'ot an kor i fé pa l'invantèr zordi mé noré a dir la dsi.

Ni pé di, san tronp anou, la lang kréol rényoné sé lo prinsipal lang i ansèrv dann la kominikasyon popilèr... Kominiké sé kozé, sé antann, ésjhanjé, sé fé pass la paroli konm par ékri kouran la vi dann nout sosyété.. Mi rapèl, in zour, moin lété apré fé in kour dsi la kiltir popilèr kréol rényoné é l'avé in madam dann mon kour-an parmi bann zétidyan.. El téi ékout amoin bien, vèye pa, é dann mon kèr, moin téi di avèk in lékoutèz konmsa lé pa l'èr pou di la koyonad.

Kour fini, èl i vien oir amoin épi èl i di : « Moin osi mi doi fé kour dann kréol rényoné dsi la kiltir. Moin lé kontan pars mi oi lé posib fé ! ». L'èrla mi di aèl kalkil bien é ou va oir par ou mèm, nout lang kréol rényoné sé in lang litèrèr pou ou, pou moin, pou tout sak i pans la kiltir popilèr i pouss dann bon téro nout lang kréol rényoné.

Mi pans dopi tan-la èl la sirman fé son sémin é moin, moin la fé la myène é moin la dékouv zour an zour, nuit an nuit néna in kréasyon kilirèl isi shé nou é pa arienk zordi-dopi nout pèp la invant nout lang é li la afirm ali konm pèp avèk son kltir popilèr bazé dsi in zoutiy éstraordinèr pou nou la lang kréol rényoné, nout lang litèrèr.

Mézami kan mi ékout in zoli shanson kréol La rényon, kan mi lir in gayar zistoir, kan bann paroli maloya i pass dann mon tête, kan mi résite in zoli fonnkèr, mèm kan mi antan in kosa in shoz épi d'ot zéléman nout kiltir rényoné mi koné bien sé par nout lang kréol rényoné li parvien. Nout lang kréol rényoné, nout zarlor, promyé mark lo jéni nout pèp.

L'èrla, si lo madam mi anparl zordi i antann amoin, si èl i lir amoin par azar mi rodi avèk èl : oui ! Nou néna in lang litèrèr é lang-la sé nout kréol rényoné.

Justin